



Travailleurs français et immigrés : mêmes patrons, même combat !

Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, a envoyé le 23 janvier une circulaire à tous les préfets pour durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Prenant la place d'une circulaire de 2012 de Manuel Valls, elle va encore renforcer la chasse aux migrants et s'inscrit dans la continuité des politiques xénophobes menées par tous les gouvernements, dans le sillage de l'extrême droite. Retailleau se rêve sans doute en Trump à la française, ce dernier ayant, de l'autre côté de l'Atlantique, claironné son intention d'expulser des « millions » de migrants.

Exploiter rapporte, exploiter des « sans-papiers », beaucoup plus encore !

La circulaire Retailleau prévoit de rendre encore plus difficile l'obtention d'un titre de séjour pour tous les travailleurs migrants : le temps de résidence minimum en France passe ainsi de cinq à sept ans. Surtout, obtenir un titre de séjour après être arrivé ou être repéré en situation irrégulière va devenir quasi impossible. Dans les métiers dits « en tension », les patrons vont pouvoir trier à leur gré qui aura des papiers, mais aussi qui les perdra dès que « la tension » sera jugée moins forte.

Les attaques contre les migrants, prélude des attaques contre tous les travailleurs

Si Trump et Retailleau affichent des politiques similaires, ce n'est pas pour réellement expulser les immigrés « par millions ». Les économies des pays riches ne tourneraient pas sans main-d'œuvre immigrée, les grands patrons le savent très bien, les politiciens à leur service aussi. Des secteurs entiers reposent sur ces travailleurs, du bâtiment à la restauration, en passant par le nettoyage et l'aide à la personne. En revanche, les expulsions arbitraires et médiatisées visent à créer un climat de terreur parmi les travailleurs immigrés et leur famille : mercredi dernier, la police a fait irruption dans un collège de la banlieue de Metz pour arracher une collégienne à ses cours et l'expulser avec ses parents en Belgique sans qu'elle puisse seulement repasser chez elle !

Au-delà de s'aligner sur les discours de l'extrême droite, cette politique vise à diviser la classe ouvrière. Ceux que Trump, Retailleau et tous les autres attaquent aujourd'hui sont les travailleurs les plus précaires. Demain, ils s'en prendront à une autre catégorie de travailleurs, après-demain à une autre encore.

Trump a déjà commencé en montrant du doigt les fonctionnaires américains et en attaquant leurs conditions de travail. S'en prendre aux travailleurs migrants aujourd'hui, c'est s'en prendre à tous les travailleurs. Ce n'est pas l'immigration qui fait baisser les salaires ni n'augmente le chômage : qu'on sache, ce sont les patrons qui fixent les salaires et licencient !

Régularisation de tous les sans-papiers ! Libre circulation de tous les travailleurs !

Celles et ceux qui quittent leur pays n'abandonnent pas leur famille et ce qui était leur vie de gaîté de cœur, mais pour fuir des guerres – qui se mènent souvent à l'instigation des pays riches avides de matières premières –, pour fuir les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, pour fuir la misère toujours. Ce n'est pas une circulaire qui les fera rester dans l'enfer qu'ils et elles veulent quitter.

Contre le gouvernement international des milliardaires, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Le parterre de milliardaires et de dirigeants de grandes entreprises venus se montrer lors de l'investiture de Trump est une preuve, s'il en fallait une, que l'union de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'a pas de frontière. D'Elon Musk à Bernard Arnault, première fortune française, tous sont venus s'incliner devant leur nouveau parrain... C'est cette bande de mafieux d'ultra-riches, pas gênés de voir l'un d'entre eux faire le salut fasciste, qui sont les seuls parasites sur cette terre.

Le bulletin "l'Étincelle" devient "Révolutionnaires" : un bulletin politique du NPA à destination des cheminots de Paris Sud-Est. Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.



Lignes D/R : non à la braderie par métiers

Dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, IDFM veut éclater les lots des lignes D/R par métier. Ainsi, la maintenance serait isolée du reste des cheminots. C'est non ! Refusons toutes les divisions entre les travailleurs.

Après avoir cassé le Rail, une place au soleil

Un ancien du ministère des transports rejoint Trenitalia : la boucle est bouclée. L'ancien chef de cabinet de Clément Beaune, après avoir orchestré le grand Monopoly de la « concurrence » dans le rail, compte bien être grassement récompensé pour services rendus. En plus de détruire nos conditions de travail et d'accroître notre exploitation, leur but de privatisation sert aussi à ce que tous les serveurs des grands patrons puissent se goinfrer.

Le ministre des transports, un modèle de polyvalence ?

Le nouveau ministre des Transports trimballe ses casseroles judiciaires. Le parquet national financier a ouvert une enquête préliminaire pour « prise illégale d'intérêts », « détournement de fonds publics » et « recel » à l'encontre de Philippe Tabarot visant son cumul très lucratif des emplois occupés simultanément dans plusieurs structures des Alpes-Maritimes : 137 000 € touchés en 2019. Il nous faudrait plus de deux ans pour cumuler autant, lui les a touché sans jamais travailler.

La division c'est le jeu des patrons

Des ASCT de Nantes et du Mans ont reçu dans leur casier des messages anonymes racistes visant directement plusieurs collègues maghrébins. Nous exprimons notre plus vive solidarité avec ces collègues face à ces attaques ignobles. En tant que travailleurs, à nous de réaffirmer notre opposition aux idées d'extrême-droite. Ceux d'en haut les propagent afin de nous affaiblir en nous divisant !

Les agents de maintenance RATP exposés aux rejets toxiques

Une expertise dans les dépôts de maintenance du matériel du métro parisien a montré que les travailleurs sont soumis à des risques chimiques (fumées toxiques, agents mutagènes et cancérogènes). La régie avait déjà été avertie par l'inspection du travail en 2022 mais n'en a pas tenu

compte. Le patronat se fiche de notre santé, cela lui est égal que l'on bousille nos poumons tant que son business fonctionne. Pour nous protéger, on ne peut compter que sur nous-mêmes.

Contre les licenciements : s'organiser à la base et décider collectivement !

Alors que 200 000 emplois sont menacés dans le pays, les salariés de Michelin Cholet s'organisent sous forme de comité de lutte : syndiqués ou non, à la base, collectivement, démocratiquement. De quoi faire monter la pression !

Aux États-Unis, les milliardaires ne font plus qu'un avec l'extrême-droite

Le spectacle désolant de l'investiture de Trump était une réunion de milliardaires (Musk, Bezos, Zuckerberg et même Bernard Arnault) adoubant leur pantin vulgaire et prêt à tout pour augmenter le profit des patrons américains. En confiance, Musk s'est même permis des saluts nazis. Rien d'un hasard pour celui qui finance les partis d'extrême-droite à travers le monde et a racheté Twitter pour en faire un outil de propagande de masse.

Retailleau adoube Nemesis (extrême-droite)

Si la caste politique américaine ne se cache plus, les politiciens français déroulent le même tapis rouge à l'extrême-droite. Dernière en date : le ministre de l'intérieur déclare publiquement sa flamme à Nemesis : « *Bravo pour votre combat, j'en suis très proche.* » Ce collectif de femmes d'extrême-droite se prétend « féministe » uniquement pour vomir sa haine de l'immigration. Faux féminisme et vrai racisme !

Martinique : Le R de nouveau condamné

Rodrigue Petitot, leader du Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens, qui mène depuis des mois une lutte contre la vie chère en Martinique, a été condamné à un an de prison avec sursis pour des « menaces et actes d'intimidation » à l'encontre du préfet local. Des faits qu'il a toujours niés. Il s'était déjà vu infliger en décembre 10 mois de prison pour intimidation à l'encontre de certains maires. Jusqu'à présent les menaces et condamnations n'ont pas empêché le mouvement populaire contre le coût de la vie – 40 % plus élevé qu'en métropole – de se poursuivre.

Le bulletin "l'Étincelle" devient "Révolutionnaires" : un bulletin politique du NPA à destination des cheminots de Paris Sud-Est. Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.

Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.

npa-revolutionnaires.org

 @npa.revo

